

« NOUS SOMMES DES MORTS VIVANTS »

*Le quotidien des réfugiés burundais au camp de rassemblement à Sange
(Chefferie de la plaine de la Ruzizi)*



Photo : Camp de rassemblement des réfugiés burundais – Sange
Copyright : Mapendo Mareghane Aimée

**IMMACULÉE-KEREN MUZALIA SAFI,
AIMÉE MAPENDO MARHEGANE,
JOSAPHAT MUSAMBA.**

INTRODUCTION

Novembre 2023, alors que nous sortions de la ville d'Uvira, sur les motocyclettes, nous nous sommes arrêtés à Sange. Après les procédures administratives que nous avons faites, la route vers le camp¹ des réfugiés burundais était désormais ouverte. Arrivés sur place, l'on pouvait observer la promiscuité dans laquelle ces acteurs et demandeurs d'asiles vivaient. Des abris en tentes bleues et d'autres faits des sachets entourent le camp. Parce que le camp ne peut contenir tous ces acteurs, certains Burundais sont accueillis et habitent avec leurs enfants autour du camp. La Croix-Rouge congolaise, bien qu'elle apporte son appui, chlore de l'eau que ces réfugiés consomment dont un agent se plaignait de leur résistance. Il y a alors lieu de se demander comment ces réfugiés et demandeurs d'asile burundais vivent dans leurs camps de rassemblement avant d'être déployés à Kamvivira, Mulongwe, Lusenda et Malinde ?



Photo – Copyright : Aimé Mapendo – Abris

En effet, en date du 15 mai 2015, un putsch ou coup d'État avortait au Burundi. Le général Godefroid Niyombare et d'autres généraux tentaient de renverser le feu Président Pierre Nkurunziza. Cette tentative avait provoqué un afflux des réfugiés burundais aussi bien dans l'Est de la RDC qu'au Rwanda. Citant Plauchut (2015), Muzalia notait que suite à cet incident, environ 105.000² personnes se sont déplacées de force et avaient trouvé refuge dans les pays voisins. Ce flux migratoire avait entraîné ipso facto. L'érection de nombreux camps des réfugiés, pour accueillir les déplacés burundais. C'est dans ce contexte que fut créé le camp de rassemblement des réfugiés situé dans la cité de Sange, en chefferie la plaine de la Ruzizi.

Situé à moins de cinq kilomètres de la frontière, le site de Sange, est appelé aussi « 1^{er} » parce que tous les réfugiés burundais, avant d'être installés définitivement dans les camps de Lusenda ou de Malinde, doivent y passer pour

identification et fichage. Ensuite, ils peuvent être dirigés à Uvira -centre avant d'être conduits à Fizi.

Malheureusement, pour certains, il serait devenu un « camp permanent de fait »³ en dépit de sa promiscuité avec le Burundi. Notons qu'en novembre 2023, le camp de Sange abritait dix mille réfugiés burundais⁴ qui interagissaient avec la communauté hôte, les habitants de Sange.

Le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR) bureau du Sud-Kivu et la commission nationale pour les réfugiés (CNR) considèrent un camp de transit pour réfugiés comme un lieu temporaire d'accueil et de protection garantissant à ces derniers les soins de santé, la nourriture et l'eau potable. Ainsi, ces camps sont, au départ, conçus pour faciliter le processus d'enregistrement des personnes déplacées, en leur fournissant un lieu sûr à court terme et en les orientant vers des solutions durables. C'est entre autres la réinstallation dans un pays d'accueil ou le rapatriement dans leurs pays d'origine selon leur volonté. Subséquemment, les réfugiés devraient y être identifiés avant d'être installés sur des sites beaucoup plus sécurisés et souvent loin de la frontière avec leurs pays d'origine. L'implantation du camp de Lusenda ou celui de Mulongwe dans le territoire de Fizi (RDC) à plus d'une centaine de Kilomètre de la frontière burundo-congolaise à Kamvivira mais aussi celle lacustre (Lac Tanganyika), serait motivée par cet argument.

Par ailleurs, les rapports entre les réfugiés et les habitants de Sange entourant le camps sont caractérisés par des hauts et des bas. Comme à Lusenda et Katungulu, les réfugiés burundais ont été au centre des tensions⁵ avec les populations hôtes en ce qui concerne les questions d'approvisionnement en eau, en l'accès aux bois de chauffe et les problèmes de terres en marge de celles liées à l'éducation de leurs enfants. Des tensions ont émergé dans certaines zones entre les réfugiés et les populations hôtes au point que des ONG sont intervenues avec des projet de résolutions des conflits entre réfugiés et populations hôtes. Le point de rassemblement des réfugiés burundais de Sange n'est pas non plus exclu de ces dynamiques. Parce qu'ils n'avaient que deux toilettes, ils allaient utiliser les champs des habitants comme lieu d'aisance. S'agissant de services qu'ils rendent à la population de Sange, certains réfugiés se plaignent de ne pas être payés à la fin des travaux effectués. Il faut noter que plusieurs d'entre eux sont des agriculteurs. Pour survivre, ils se rendent à la recherche de travaux champêtres.

¹ Yasmine BOUAGGA, « Camps et campements de réfugiés », *Historiens et géographes*, 447, 2019, p. 47.

² Agathe PLAUCHUT, *Burundi : les conséquences d'un coup d'État manqué*, Bruxelles, GRIP, 2015.

³ Cela veut dire qu'initialement, ils devraient rester pendant une durée courte mais ils y passent plus de temps que prévu. Cela devient alors un camp permanent pour eux.

⁴ Au moment où nous collections les données, c'est-à-dire novembre 2023

⁵ Prince CENTWALI, « Sange : attention, les réfugiés burundais dans le camp de transit à Sange ne sont pas des « porcs » », *La Prunelle RDC*, 31 juillet 2023, <https://laprunellerdc.cd/sange-attention-les-refugies-burundais-dans-le-camp-de-transit-a-sange-ne-sont-pas-des-porcs/> ; Prince CENTWALI, « Sange : déshumaniser et diaboliser les autres n'engendrera que des violences ! », *La Prunelle RDC*, 10 septembre 2023, <https://laprunellerdc.cd/sange-deshumaniser-et-diaboliser-les-autres-nengendrera-que-des-violences/>.

La question centrale à laquelle le présent blog tente de répondre est la suivante : **Comment expliquer les interactions entre les réfugiés burundais rencontrés au camp de rassemblement de Sange avec les populations dans le contexte de promiscuité, de réduction des aides humanitaires et de conflits armés observés dans la chefferie plaine de la Ruzizi ?** Ensuite, deux autres questions se posent, notamment : 1) quelle est la politique de réintégration durable et la situation humanitaire du camp alors que connaissant la capacité d'accueil est trop limitée par rapport aux réfugiés ? 2) comment expliquer l'existence d'un camp de transit pendant huit ans, tandis que l'afflux des réfugiés se serait estompé ?

Méthodologiquement, ce blog est parti des entretiens semi-directifs et des focus groups que nous avons organisés avec les réfugiés burundais, certains membres de la communauté d'accueil, quelques humanitaires et d'autres acteurs. Nous nous sommes rendus sur le lieu pendant une période et avons nourri notre observation participante. Quelques images ont été conservées en guise d'illustration.

Outre l'introduction et les constatations, le papier est structuré autour de huit points significatifs. Si dans un premier nous présentons les profils de ces locataires, dans un second nous situons les motivations à la base de la demande d'asile politique ou de refuge. Dans un autre point, nous analysons les liens entre ces réfugiés et les putschistes de 2015. Les points suivants sont centrés sur les questions autour du camp et sa nature, et des mouvements de aller-retour ou pendulaires observés dans le camp. En plus des rapports tantôt paisibles, tantôt tendus entre les réfugiés et la communauté hôte, un autre point analyse des questions d'hygiène du camp et l'auto-perception des réfugiés. Enfin, il se clôture par les problèmes liés à la prise en charge institutionnelle.

1. REFUGIÉS AUX PROFILS MULTIPLES ?

Selon réfugiés, les profils des Burundais qui sont arrivés dans le camp à Sange sont très diversifiés si l'on s'en tient aux motivations à l'origine du déplacement ou du statut des personnes qui cherchent l'asile ou le refuge. S'agissant des motivations de la fuite, trois catégories de réfugiés se sont dégagées : la première est celle de ceux qui ont fui les violences qui ont caractérisé le contexte d'après le putsch manqué de 2015. Cette catégorie englobe aussi bien des élites supposées proches des généraux et officiers putschistes et leurs dépendants que des citoyens ordinaires effrayés par le contexte de violence. La deuxième catégorie est celle des personnes victimes de la chasse à l'homme. Parce que suspectées à tort ou à raison de complicité avec les putschistes. Cette catégorie inclut également des

membres du parti au pouvoir (CNDD/FDD)⁶ en disgrâce. Enfin, la troisième catégorie est celle des citoyens ordinaires, généralement de paysans, dont les terres ont été spoliées par l'État burundais, suite aux travaux du plan urbanistique des routes reliant la ville de Bujumbura à la région de Cibitoke.



1.1. Les réfugiés politiques associés aux putschistes de 2015

« A cause de ce coup d'État raté, la guerre s'était déclenchée, nous étions obligés de fuir la guerre »⁷

La grande partie des réfugiés se trouvant actuellement dans le camp de rassemblement de Sange «1^{er}» sont majoritairement issus des conflits politiques créés par la défaite du putsch manqué de mai 2015. En effet, après la tentative de coup d'État, le gouvernement de feu Pierre Nkurunziza s'était investi dans une campagne de chasse à l'homme. Le climat de guerre qui prit place et rendit le pays incertain. Des « Imbonerakure »⁸ s'étaient réactivés et « travaillèrent » côte à côte avec l'armée.

1.2. Réfugiés politiques sans liaison ou implication directe au putsch de 2015



Une deuxième catégorie des réfugiés pourrait être qualifiée de celle qui se considère comme « victimes innocentes de l'incident de 2015 ». Si les services de sécurité du Burundi, y compris les Imbonerakure, les ont suspectés sans brandir des preuves tangibles de leur liaison directe avec les

⁶ Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie

⁷ Entretien n°1 avec un réfugié, Sange, 9 novembre 2023

⁸ Membres de la ligue de Jeunes du parti CNDD-FDD, les Imbonerakure sont perçus différemment. Outre le fait qu'ils soient si militarisés, les Imbonerakure jouèrent un rôle majeure dans le Burundi de Nkurunziza et de Ndayishimiye.

putschistes, il apparaît que cette guerre n'a toléré aucune implication des défenseurs des droits de l'homme qui, dans l'exercice de leur travail quotidien, dénonçaient les exactions des acteurs étatiques sur les populations civiles ou encore des cadres du CNDD/FDD qu'ils supposaient être des traîtres. Un réfugié jadis membre du CNDD/FDD fait partie de cette catégorie et nous déclare ce qui suit :

« ... J'étais membre d'un parti politique et agent de sécurité, à cause des poursuites du pouvoir j'ai jugé bon de fuir le Burundi »

De cette déclaration, il est visible que les acteurs dissidents ne furent pas tolérés dans le système.

1.3. « Ou la guerre civile ou des projets de développement ? »

L'investissement dans l'immobilier et d'autres infrastructures a constitué la priorité du gouvernement burundais après la déstabilisation des putschistes de mai 2015. La réhabilitation de deux tronçons routiers en a constitué l'activité principale. Dans un premier temps le réaménagement de la route reliant la ville de Bujumbura à Ruhwa a été entamé. Ensuite, celle reliant la ville de Bujumbura à la frontière congolaise en passant par la commune de Mutimbuzi. Le tracé de cette deuxième route a conduit le gouvernement à expulser plusieurs paysans de leurs terres. Du coup, devenues rares, les terres ont fait l'objet de plusieurs conflits entre paysans qui n'hésitaient pas de recourir à la machette pour sécuriser leurs espaces. Entre temps, les tentatives de résistance paysanne à la « spoliation » faite par l'Etat ont été sérieusement réprimées et beaucoup de victimes, dépouillées de moyens de subsistance, ont été obligé d'aller chercher la vie ailleurs :

« j'avais fui le Burundi à cause des conflits parcellaires, les gens s'entretuaient à cause des champs et des parcelles »

Plusieurs réfugiés fonciers sont des paysans agriculteurs originaires de Rugombo dans la province de Cibitoke où le gouvernement a récupéré beaucoup plus de terres pour « raison d'intérêt général ». Pour les paysans « l'État avait fait passer la route dans leurs parcelles les forçant ainsi à une vie d'errance ».

2. DU POINT DE RASSEMBLEMENT OU CAMP DE TRANSIT DE FAIT

Le camp « 1^{er} » a été érigé presque spontanément. La présence des réfugiés sur le site a très vite suscité la mobilisation des humanitaires. Aussitôt, 1^{er} est devenu le premier lieu de regroupement des fugitifs. En principe, ces derniers devraient juste y être identifiés, puis conduits dans

un deuxième site de transit à Kavimvira /Uvira, le site 2^{ème} à partir duquel la réinstallation « définitive » devrait être faite. Les sites de Lusenda en territoire de Fizi (déjà plein depuis 2016) et Mulongwe en territoire de Fizi (ouvert en 2017) étaient des lieux potentiels pour cette réinstallation mais ils connaissent aussi des tensions et manquent d'assistance⁹. Ces sites avaient déjà reçu plusieurs autres réfugiés qui avaient franchi la frontière congolaise par les postes frontaliers de Kiliba et de Kavimvira durant la même période.

Mentionnant le rapport de UN Refugees Agency du 30 avril 2017, mentionne que 1236 réfugiés burundais ont été enregistrés biométriquement, les nouveaux nés et les regroupements familiaux y compris. Malgré les efforts déployés pour admettre les nouveaux arrivés dans le camp surpeuplé, 1235 demandeurs d'asile séjournaient à proximité des centres de transit en attendant d'être accueillis. A compter le 30 avril 2017, ils ont eu accès à une aide de base mais vivaient dans des conditions extrêmement difficiles, souvent sans abri.

Neuf ans après sa création, 1^{er} est toujours opérationnel. Plusieurs explications pourraient être avancées pour comprendre cette situation. Certaines sont liées au contexte sécuritaire dans la région, d'autres sont consécutives aux exigences internationales en rapport avec l'installation des camps de réfugiés, d'autres enfin sont à chercher dans les difficultés qu'éprouvent pour l'instant le gouvernement congolais à s'impliquer dans la prise en charge des réfugiés dans cette zone, considérée comme une zone rouge, une zone où des milices communautaires sont parvenues à ériger des espaces de pouvoir qui échappent à l'État. Les réfugiés sont ainsi contraints à réinventer le quotidien pour faire face à ces réalités.

Face aux nouveaux arrivants, le camp de Lusenda a atteint sa limite de capacité, créant une pression importante sur la fourniture de services de base et essentiels, la surpopulation pose également un sérieux problème de sécurité. Le camp de Sange reste opérationnel.

3. MOUVEMENT PENDULAIRE ET RAPATRIEMENT DES REFUGIÉS VERS LE BURUNDI

Le camp de rassemblement de Sange héberge des réfugiés qui avaient fui depuis 2015 et qui s'étaient installés dans le camp de Lusenda dont certains avaient été rapatriés au Burundi en 2020. Si certaines retournent dans le camp à Sange, ils sont dans le processus des mouvements pendulaires

« ... Nous avons fui en 2015 la guerre du coup d'État manqué. C'était l'année de l'ouverture de ce camp de rassemblement de Sange. De ce

⁹ RFI, « RDC: la tension monte au camp de réfugiés burundais de Lusenda », RFI, 10 janvier 2016, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20160110-rdc-tension-monte-camp-refugies-burundais-lusenda> ; TV5MONDE, « VIDÉO. RDC : la peur des réfugiés burundais dans le camp de

Lusenda », TV5MONDE, 14 mai 2017, <https://information.tv5monde.com/afrique/rdc-la-peur-des-refugies-burundais-dans-le-camp-de-lusenda-26527>.

camp, nous nous étions installés au camp de Lusenda, nous y avons passé quatre an »

Sachant qu'en 2020 le Burundi avait réclamé le retour des réfugiés arguant que la paix y était rétablie, Le HCR prenait en charge ces personnes.



« Le HCR nous avait pris en charge de Lusenda au Burundi, avec une toute petite somme d'argent comme frais de réinstallations. C'était prévu pour 6mois (60.000FB chacun pour 6mois), mais nous avions reçu seulement pour trois mois. En arrivant au Burundi, nous nous sommes rendu compte que nos maisons n'existaient plus, l'État burundais avait fait passer les routes dans nos parcelles et nos maisons aux bords de la route toutes étaient récupérées par l'état sans aucune récompense. Vivre au Burundi était devenu très dur et très compliqué, alors nous nous sommes décidés à rentrer au Congo dans le camp de rassemblement de Sange et cela depuis deux mois que nous sommes rentrés » .

4. **RAPPORTS TANTÔT PAISIBLES TANTÔT TENDUS : « BARUNDI BA KANYAMBA MU PORI »**

L'arrivée des réfugiés burundais de 2015 avait suscité des réactions contrastées au niveau de la population d'accueil. Si certains habitants ont manifesté beaucoup de compassion avec les nouveaux venus, d'autres étaient très réservés et même parfois très hostiles. Pour comprendre ces attitudes, il faut tenir compte du passé récent de cette zone. En effet, en 2015 Sange n'était pas à sa première confrontation avec la question des réfugiés. Presque toutes les crises que le Burundi a connues par le passé y déversaient des réfugiés. La plus grande évasion humanitaire y a été vécue durant la seconde moitié des années 1990 lorsque la plaine de la Ruzizi a reçu plusieurs vagues de réfugiés burundais et rwandais.

La nature des relations fut déterminée par les intérêts des uns et des autres. Les contextes au niveau local ont rendu possible la mise en place des espaces de collaboration. Ceux qui sont favorables aux réfugiés les utilisent comme main d'œuvre locale dans leurs affaires. Les réfugiés offrent, en effet, une main d'œuvre bon marché à la communauté d'accueil, surtout pour les activités champêtres. La majorité des réfugiés travaillent dans les champs. Ils ne sont pas très

exigeants d'après nos sources. En principe, ils sont récompensés avec une très modique somme d'argent. Aussi, bien souvent, ils sont récompensés par de la nourriture dont la quantité reste dérisoire. Une relation qui semble être parfaite à première vue pourtant cache bien des réalités.

Par contre une bonne frange de la communauté d'accueil est hostile à la présence des réfugiés à Sange. Pour cette catégorie, « les réfugiés sont extrêmement sales » et contribueraient à la propagation des maladies de mains sales dans la zone. Selon les professionnels de la santé dans cette région, cette maladie est due au manque d'accès à l'eau potable. Ils soulignent que les plus touchés par l'épidémie sont des réfugiés burundais du camp de rassemblement de Sange comme avait expliqué le chargé de communication de la zone de santé de Ruzizi:

« De la semaine 47 à ce jour, cette zone a déjà enregistré plus au moins 296 cas. La plupart des cas proviennent de la zone de santé de Nazareno dans les camps de rassemblement de réfugiés. C'est la conséquence d'un faible approvisionnement en eau potable et le non-respect des mesures d'hygiène »

A ce sujet un habitant de Sange avait avoué que : « les réfugiés vivent comme des cochons ». Il renchérisait en montrant qu'ils seraient des vecteur du choléra entre le camp et la cité de Sange. Bien plus, d'autres qualificatifs sont collés aux réfugiés. Ils sont perçus avec le statut de voleurs, de menteurs et de malhonnêtes! Ces qualificatifs s'expliquent par le fait que souvent, les réfugiés sont contraints de s'approvisionner dans les champs des habitants sans leur autorisation. Aussi, dans le but de répondre aux besoins de subsistance, ils sont souvent obligés d'accepter plusieurs tâches de plusieurs « patrons » à la fois (maçonnerie, construction de fosses septiques, défrichage de champs...) et deviennent très vite débordés et incapables d'honorer leurs contrats dans les délais.

De l'autre côté, les patrons ne sont pas transparents avec les réfugiés qu'ils font travailler. Pour eux, un réfugié reste un réfugié. On peut le soumettre à un dur labeur et le payer de manière dérisoire. Il n'a pas des voies de revendication de ses droits. Certains réfugiés les trouvent très méchants et peuvent donc saboter les travaux qu'ils exécutent pour eux.



Pire encore, lorsque les contrats sont respectés et les réfugiés sont payés par leurs employeurs de fortune, il arrive qu'ils soient exposés ensuite aux tracasseries des agents de l'ordre. Plusieurs réfugiés se plaignent du fait que les policiers prennent généralement leur argent sur le chemin du retour au camp.¹⁰ En effet, les réfugiés se sentent insécurisés par la Police nationale congolaise (PNC), qui les soumet à beaucoup de tortures sans raison. Ils sont donc contraints de ne pas traîner en dehors du camp dans la débrouillardise. Nombreux d'entre eux ont tenté d'améliorer leur vie en ouvrant de petites entreprises dans le camp, comme des petits restaurants. Mais pour y accéder, ils ont besoin d'argent dont beaucoup ne disposent pas.

5. DEUX LATRINES BOUCHÉES POUR NEUF MILLE RÉFUGIÉS

L'aménagement de l'espace est parmi les plus grands défis dans ce site. Le camp est confronté à la problématique de surpeuplement. Les réfugiés les plus chanceux habitent dans de grandes tentes. D'autres sont parvenus à ériger des logis de fortune avec des matériaux précaires ramassés ci- et là. Nombreux sont ceux qui n'ont pas de bâches pour se construire des tentes. Ils dorment à la belle étoile sans nattes ni couvertures, exposés aux intempéries de toutes natures (la pluie, la tempête de poussière...). La vie n'y est pas facile. La promiscuité favorise la propagation des maladies de mains sales dont le choléra. Malgré la présence de la Croix Rouge, le camp est tellement sale et l'hygiène est si mauvaise. Il n'y a que **deux toilettes disponibles** qui étaient remplies au moment de l'enquête. Donc, tout le monde a du mal à trouver un endroit où se détendre. D'autres finissent par chier aux alentours du camp. Une agent de la Croix-Rouge chargée de purifier l'eau, affirme que chaque matin, la Croix-Rouge nettoie les excréments et désinfecte cette zone.

6. « NOUS SOMMES DES MORTS VIVANTS »¹¹

Le plus compliqué et incertain reste l'alimentation. Les plus chanceux sont ceux qui peuvent avoir un repas souvent tardif par jour. Parmi les enfants, la majorité souffre de malnutrition¹², le Kwashiorkor¹³. Parmi les gens qui meurent par jour le nombre d'enfants est trop élevé.



Rien ne va dans ce camp : « *Nous sommes des Morts Vivants* » se plaignent presque tous les réfugiés. Les nouveaux venus, après ils passent deux semaines avant de commencer à recevoir la nourriture. La nourriture est la même du 1^{er} janvier au 31 décembre, (haricots au fufou) :

« *Tunakulaka kutuliza tuu nyoka za tumbu* »
(En mangeant, nous ne calmons que les vers dans nos ventres)¹⁴

Les soins médicaux sont très difficiles d'accès lorsque les malades sont dans une situation difficile. Il y a généralement une longue file d'attente et la qualification des infirmiers qui interviennent dans le camp n'est pas attestée. Pour plusieurs réfugiés, ils doivent ce qui reste de leur vie à la Croix Rouge du Congo :

« *Sans la croix rouge, nous serions morts* ». ¹⁵

Le camp de Sange est un lieu de souffrance. Une sorte « couloir de la mort » juste pour maintenir les réfugiés en vie tout en les voyant mourir à petit feu suite aux causes multiples, parfois pire que celles qui les ont poussés à fuir¹⁶ leur pays d'origine. Plusieurs réfugiés sont conscients de ce paradoxe, mais préfèrent ne vivre d'espoir que de rentrer chez eux. A ce sujet, ils sont clairs :

« *Les gens fuient leur pays à la recherche de la sécurité et une vie meilleure. Mais ce site n'offre pas l'espoir* », « *chaque jour est une dure journée remplie de faim, de mauvaise hygiène, de maladies et de désespoir, pas de l'éducation (d'écoles) pour nos enfants* ». ¹⁷

Les enfants et les femmes sont les plus victimes de la souffrance quotidienne dans le site de rassemblement de Sange. Lorsque la situation devient de plus en plus précaire, les hommes fuient et abandonnent leurs femmes et enfants.

¹⁰ Entretien n°4 avec une réfugiée burundaise, Sange, 9 novembre 2023

¹¹ Entretien n° 5 avec un réfugié burundais, Sange 9 novembre 2023

¹² Adam NTWARI, « Sud-Kivu (Sange) : la malnutrition tue dans le centre de transit de réfugiés burundais ».

¹³ Une maladie courante dans le camp suite à une alimentation déséquilibrée)

¹⁴ Entretien n° avec une réfugiée burundaise, Sange 9 novembre 2023

¹⁵ Entretien numéro 7 avec une réfugiée, Sange, 9 novembre 2023

¹⁶ Jackson BAHATI, « Des Burundais continuent de fuir le pays vers la RDC », *Iwacu*, 28 août 2019, <https://www.iwacu-burundi.org/des-burundais-continuent-de-fuir-le-pays-vers-la-rdc/>.

¹⁷ Entretien n°8 avec une réfugiée, Sange, 9 novembre 2023

7. PRISE EN CHARGE INSTITUTIONNELLE : DEFIS

Malgré la présence et le soutien du HCR et de la Croix Rouge, la situation reste toujours difficile car le site fonctionne comme un camp des réfugiés classiques et cela pose problème. Le temps de transit est très long par rapport aux normes d'un camp de transit où les réfugiés ne traînent pas. Cela amène la surpopulation, ses conséquences et toutes les mauvaises conditions y règnent.

Pour résoudre ce problème, l'autorité locale avait donc accordé un terrain supplémentaire pour l'extension du camp de Lusenda. La nouvelle extension devrait accueillir jusqu'à 5000 personnes et des travaux de construction avaient commencé en octobre 2016. Normalement, les réfugiés ne devraient plus traîner en transit parce qu'il n'y a pas assez des déploiements logistiques ni d'aménagements durables.

La solution à ce problème serait soit un programme rapide de délocalisation des réfugiés, soit un camp de refuge classique implanté par le HCR.

D'après les lois congolaises, l'ANR (l'Agence Nationale de Renseignement) et la CNR (Commission Nationale pour les Réfugiés) n'acceptent pas que les réfugiés qui ont des moyens puissent loger en dehors du camp de Sange et aux alentours.

Le HCR est confronté à des défis notamment la surpopulation, l'insuffisance des ressources, les problèmes de sécurité et l'accès limités aux services de base tels que les soins de santé et l'éducation y ont été observée. De plus, assurer la protection des populations vulnérables, résoudre les problèmes de santé mentale et coordonner avec les pays d'accueil pour un soutien durable posent des difficultés constantes pour une gestion efficace des réfugiés dans les contextes de transit. Ces défis affectent principalement la population du camp comme expliqué ci-dessus.

PERSPECTIVES

Vu la situation difficile des réfugiés dans le camp de Sange, des alternatives ont été avancées. Dans un premier temps, la CNR devrait assurer leur protection juridique et administrative, et de subvenir à leurs besoins élémentaires pour ceux qui se trouvent dans le camp avec les moyens mis à leur disposition. Ensuite, du point de vue administratif, les réfugiés doivent bénéficier du système d'enregistrement et d'identification biométrique du HCR qui leur permettra d'obtenir les papiers d'identification.

L'accès aux écoles primaires situées aux alentours du camp et aussi à souhaiter. Dans le même ordre d'idée, les réfugiés nouveaux venus, en arrivant, doivent recevoir les soutiens techniques et matériels ainsi que des allocations d'aide en espèces pour les aider à construire leurs abris. De son côté, le HCR, dans la mesure de soutien à la CNR, devra renforcer le niveau de l'accueil et de renforcement de déploiements logistiques et les aménagements durables des réfugiés.

La Croix Rouge devrait imposer l'application en son sein des normes d'hygiène minimales pour éviter les risques

d'épidémies et maladies transmissibles par les mains sales. Elle devrait aussi renforcer l'accès aux établissements de santé pour les soins dans de bonnes conditions. Il faut noter que la distribution des bâches à chaque nouvel entrant, l'amélioration de l'alimentation des enfants et des femmes enceintes pour l'éradiquer le kwashiorkor, la distribution de l'eau potable pour éviter les maladies des mains sales, aménager les latrines et évacuer les réfugiés vers les camps pour une réinstallation durable devraient être des actions à appuyer pour assurer que les réfugiés burundais se sentent moins comme « *des morts vivants* ». Enfin, la réinstallation des réfugiés vers le troisième pays est une solution durable. Par contre, une étude plus fouillée sur ces phénomènes devrait être organisée afin de contribuer à la compréhension de la prise en charge des demandeurs d'asile dans les camps de rassemblements en RD Congo.

RÉFÉRENCES

BAHATI Jackson, « Des Burundais continuent de fuir le pays vers la RDC », *Iwacu*, 28 août 2019, <https://www.iwacu-burundi.org/des-burundais-continuent-de-fuir-le-pays-vers-la-rdc/>.

BOUAGGA Yasmine, « Camps et campements de réfugiés », *Historiens et géographes*, 447, 2019, p. 47.

CENTWALI Prince, « Sange : déshumaniser et diaboliser les autres n'engendrera que des violences ! », *La Prunelle RDC*, 10 septembre 2023, <https://laprunellerdc.cd/sange-deshumaniser-et-diaboliser-les-autres-nengendrera-que-des-violences/>.

CENTWALI Prince, « Sange : attention, les réfugiés burundais dans le camp de transit à Sange ne sont pas des « porcs » », *La Prunelle RDC*, 31 juillet 2023, <https://laprunellerdc.cd/sange-attention-les-refugies-burundais-dans-le-camp-de-transit-a-sange-ne-sont-pas-des-porcs/>.

NTWARI Adam, « Sud-Kivu (Sange) : la malnutrition tue dans le centre de transit de réfugiés burundais ».

PLAUCHUT Agathe, *Burundi : les conséquences d'un coup d'État manqué*, Bruxelles, GRIP, 2015.

RFI, « RDC : la tension monte au camp de réfugiés burundais de Lusenda », *RFI*, 10 janvier 2016, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20160110-rdc-tension-monte-camp-refugies-burundais-lusenda>.

TV5MONDE, « VIDÉO. RDC : la peur des réfugiés burundais dans le camp de Lusenda », *TV5MONDE*, 14 mai 2017, <https://information.tv5monde.com/afrique/rdc-la-peur-des-refugies-burundais-dans-le-camp-de-lusenda-26527>.